



Echange confidentiel sur les droits de douane

ALEXANDRE BEUCHAT
ET
FANNY SCUDERI, BERNE

ENTREPRISES Donald Trump a accueilli à la Maison-Blanche des représentants de l'économie helvétique. Bien qu'il s'agisse d'une démarche privée, cette rencontre pourrait faciliter une réduction des droits de douane appliqués à la Suisse

Le Conseil fédéral avait fixé comme échéance fin octobre pour obtenir de Donald Trump une baisse des droits de douane de 39% infligés début août aux exportations suisses, hors la pharma et l'or. Avant de se résigner à repousser ce délai jusqu'à nouvel avis. Les échanges diplomatiques et politiques n'ont permis pour l'instant aucune percée.

Une offre améliorée de la Suisse est sur la table depuis des semaines. Mais Berne attend le moment opportun pour la présenter à Donald Trump. C'est dans ce contexte qu'une initiative venue du secteur privé semble avoir ravivé l'espoir. Mardi, plusieurs représentants d'entreprises suisses ont été reçus à la Maison-Blanche par le président américain. La rencontre, organisée de manière discrète, a néanmoins été jugée suffisamment significative pour que Donald Trump la mentionne sur son réseau Truth Social.

«Ça a été pour moi un grand hon-

neur de rencontrer des représentants de haut niveau de la Suisse, a écrit Donald Trump. Nous avons abordé de nombreux sujets, notamment – et surtout – le commerce et

le déséquilibre commercial. La réunion s'est conclue en convenant que notre représentant au Commerce, Jamieson Greer, poursuivrait les discussions sur ces sujets avec les dirigeants suisses. Je tiens à féliciter toutes les personnes présentes pour l'excellent travail accompli.»

A Berne, le Conseil fédéral confirme avoir été informé de cette démarche. Interrogée à ce propos,

la porte-parole du gouvernement, Nicole Lamon, précise que celui-ci «salue l'initiative privée» et que les discussions entre la Suisse et les Etats-Unis se poursuivent sur plusieurs niveaux, notamment avec Jamieson Greer. La délégation a été accompagnée par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) dans sa préparation, mais la démarche est

«indépendante de l'engagement du Conseil fédéral dans cette affaire», a précisé un porte-parole du Département fédéral de l'économie.

Si la liste des participants n'a pas été officiellement confirmée, des médias mentionnent la présence du directeur général de Rolex, Jean-Frédéric Dufour, du président de Richemont, Johann Rupert, du cofondateur de la société d'investissement Partners Group, Alfred Gantner, ainsi que de Daniel Jaeggi, cofondateur du négociant en matières premières Mercuria.

Début octobre, Reuters évoquait des projets d'investissements d'environ 6 milliards de dollars impliquant notamment Partners Group et Mercuria. Une promesse qui ferait partie d'un vaste paquet destiné à adoucir la position de Donald Trump envers la Suisse. Aucun représentant de la pharma n'a en revanche pris part à la rencontre, alors même que ce secteur pèse lourd dans le déficit commercial américain avec la Suisse.

Le contenu précis des échanges, lui, n'a pas non plus filtré. D'après la NZZ, les participants se sont principalement attachés à souligner l'importance stratégique de la Suisse pour les Etats-Unis, à présenter des solutions techniques négociées pour résoudre le différend douanier et à détailler les difficultés engendrées par les droits de douane appliqués à de nombreux produits suisses.

Apprendre le langage «trumpien»

Directeur de la Chambre de commerce Suisse-Etats-Unis, Rahul Sahgal estime que le message de Donald Trump représente «un signal encourageant», mais se refuse à donner un horizon temporel sur un éventuel accord. «Peut-être que cela se produira dans les prochaines semaines, peut-être en janvier à Davos, peut-être jamais.» La participation éventuelle de Donald Trump au Forum économique mondial

(WEF) pourrait offrir une occasion d'engager de nouvelles discussions.

Les élus voient d'un bon œil l'intervention des patrons d'entreprise. Le conseiller national Damien Cottier (PLR/NE) se trouve justement à Washington. Mais



pour une tout autre raison: il préside l'association parlementaire Suisse-USA, à travers laquelle des élus suisses rencontrent régulièrement des élus américains. Le

voyage, planifié à l'avance, n'a aucun lien avec la rencontre entre les chefs d'entreprise suisses et le président américain. «Les canaux classiques de diplomatie ne suffisent pas avec Donald Trump. Nos interlocuteurs américains nous ont conseillé de trouver des personnes qui auraient un accès direct au président américain. C'est ce que le Conseil fédéral a fait. Les chefs d'entreprise parlent un langage qu'il comprend.»

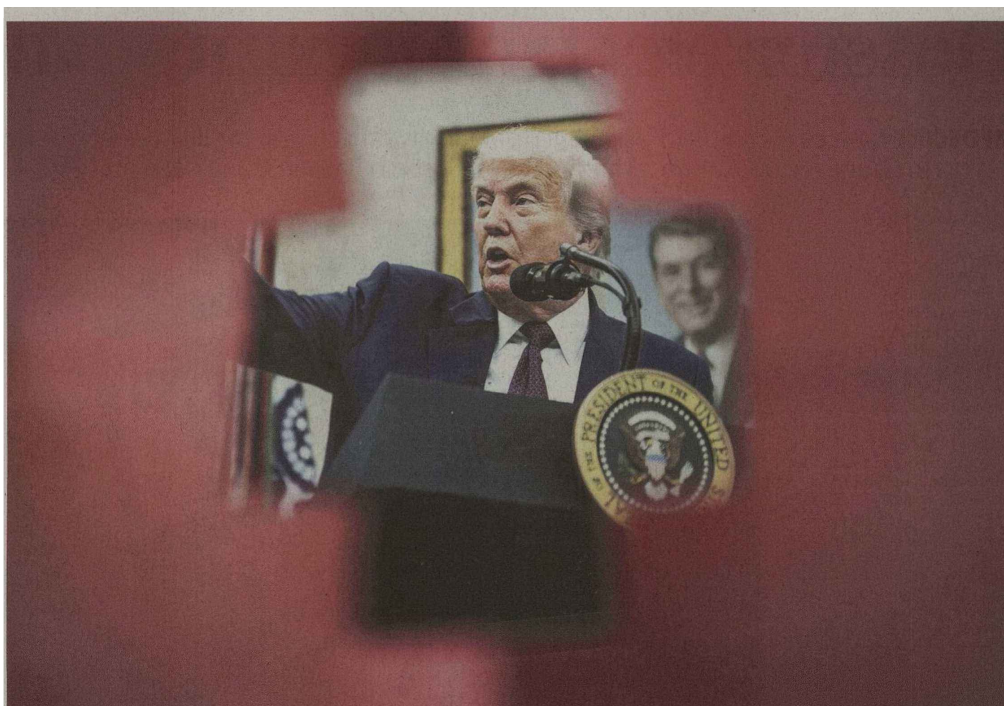
Le conseiller national Laurent

Wehrli (PLR/VD) fait aussi partie

de la délégation parlementaire qui s'est rendue aux Etats-Unis. «Il faut apprendre le langage «trumpien»: trouver les bonnes personnes pour renouer le contact avec Donald Trump.» Les parlementaires ont eux aussi tenté de faire entendre les demandes de

dialogue de la Suisse, notamment lors de leur rencontre avec le speaker.

De son côté, Carlo Sommaruga (PS/GE), vice-président de la commission de politique extérieure (CPE) du Conseil des Etats, rappelle que «les multinationales ont régulièrement des échanges avec le monde politique, en Suisse ou à l'étranger». Il met en garde: «Ces rencontres avec Donald Trump doivent être coordonnées avec le Conseil fédéral pour que les entreprises ne préemptent pas de futures décisions politiques qui doivent être prises par le parlement et le gouvernement.» L'avenir dira si ces efforts auront porté leurs fruits. ■



Donald Trump photographié sur un écran. Plusieurs représentants d'entreprises suisses ont été reçus à la Maison-Blanche mardi. (GUIN, 8 AOÛT 2025/TIL BUERGY/KEYSTONE)

«Les canaux classiques de diplomatie ne suffisent pas avec Donald Trump»

DAMIEN COTTIER, CONSEILLER NATIONAL (PLR/NE)